



CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA REGION DES GRANDS LACS

DECLARATION DES ONG DE LA REGION DES GRANDS LACS SUR LA PAIX, LA SECURITE, LA BONNE GOUVERNANCE, LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET L'INTEGRATION REGIONALE

Nous, les ONG des pays du champ de la Région des Grands Lacs, réunis à Arusha, Tanzanie, du 20 au 24 septembre 2004, dans le cadre du processus préparatoire de la Conférence internationale sur la Paix, la Sécurité, la Bonne gouvernance, le Développement économique et l'Intégration régionale dans la Région des Grands Lacs (CI/RGL) et sous les auspices de l'Union africaine et de l'Organisation des Nations unies,

- **Reconnaissant** qu'une multitude de défis continue d'entraver la paix, la stabilité et le développement dans la Région des Grands Lacs;
- **Reconnaissant davantage** que les groupes armés, le trafic d'armes et la prolifération des armes légères, le manque de responsabilité de la part de nos dirigeants, le dysfonctionnement et l'absence de stabilité dans certains Etats nations, le pillage transfrontalier des ressources naturelles, les migrations inégales de populations au niveau intra-régional et les problèmes de citoyenneté, la prévalence d'une culture de l'impunité, la faiblesse du système d'éducation de masse et le manque de stratégies créatives orientées vers le marché pour s'assurer d'une appropriation de l'économie au niveau local contribuent à l'instabilité politique, au conflit et à la persistance de la pauvreté dans la région;
- **Concernés** par la pauvreté humaine de plus en plus croissante dans la Région des Grands Lacs, la situation humanitaire critique caractérisée par le flux de déplacés internes et de réfugiés, le chômage, la violence contre les femmes et la marginalisation des jeunes dans la Région;

- **Convaincus** que l'examen des causes profondes de ces conflits majeurs constituerait une grande contribution à la réalisation des objectifs du dialogue. Les solutions ainsi proposées comportent l'examen des causes profondes des conflits dans la région des Grands Lacs, à savoir, le DDR (c'est-à-dire démilitarisation, démobilisation et réintégration des anciens combattants), le rapatriement des réfugiés, la réinstallation des déplacés internes (DI), le libéralisme économique, l'élaboration de programmes viables pour le développement économique (afin d'orienter le développement à court, moyen et long termes), les stratégies éventuelles visant à renforcer l'infrastructure économique pour le développement (y compris la modernisation des infrastructures), la promotion du processus d'intégration au niveau régional et, de ce fait, s'assurer du respect des principes d'intégration régionale possibles, etc.
- **Reconnaissant** l'importance du dialogue pour restaurer la paix, la stabilité et le développement dans la Région des Grands Lacs, et **ayant pu identifier** les défis auxquels les pays de la Région des Grands Lacs sont confrontés, ainsi qu'**apportant** des suggestions pratiques sur la manière de résoudre de tels défis dans une perspective à court, moyen et long termes;
- **Signalant** que la plupart des instruments régionaux sur la paix, la sécurité et le développement (traités, accords...) ne sont pas appliqués de manière efficace par les acteurs dans la région, et **conscients** de la nécessité de réexaminer l'ensemble des accords de paix, et d'évaluer l'état de leur mise en application en vue d'élaborer des stratégies et des procédures efficaces pour la mise en œuvre des résolutions et assurer le suivi des processus de mise en œuvre;
- **Accueillons vivement** l'initiative conjointe des Nations unies et de l'Union africaine pour l'organisation d'une Conférence internationale sur les Grands Lacs ;
- **Mobilisons** nos forces vives et lançons un appel à toutes les couches concernées de la société civile de la Région des Grands Lacs pour collaborer et assumer nos responsabilités dans le cadre des efforts de promotion de la paix et du développement dans la région ;

- **Lançons** un appel particulier et vigoureux aux Chefs d'Etats et de Gouvernements de la Région des Grands Lacs en vue d'une mise en oeuvre effective des instruments existants sur la paix et le développement (traités, accords...), dans le but de jeter et de consolider les bases pour la paix et la sécurité au niveau regional, ainsi que de relancer le processus de développement économique et d'intégration régionale ;
- **Affirmons** qu'en vue d'assurer la pérennité et de donner une nouvelle impulsion au dialogue préalablement initié au sein de la société civile et parmi les groupes de parties prenantes, il conviendrait d'utiliser diverses plateformes permettant la poursuite de l'échange des différents points de vue (tant au sein de la société civile que parmi les différents groupes de parties prenantes), et des efforts de rapprochement devront être consentis parmi les groupes de parties prenantes, d'une part, ainsi qu'un partenariat entre la société civile et le gouvernement, d'autre part ;
- **Convenons**, dans le but de faciliter l'implication de la société civile dans le **dialogue sur la paix, la stabilité et le développement**, de créer un réseau ou un organe mixte regroupant les ONG de la Région des Grands Lacs, susceptible de faciliter des concertations régulières ainsi que d'autres groupes de la société civile pour le suivi des progrès réalisés ;
- **Lançons** un appel pressant à toutes les parties prenantes, et en particulier, aux dirigeants politiques des pays de la Région des Grands Lacs en vue de l'identification des défis auxquels est confrontée la région dans un esprit d'ouverture et de maturité politique avec pour objectif, d'atteindre un consensus permettant de désamorcer la situation actuelle de **“ pas de guerre, pas de paix”** prévalente dans la région ;
- **Renouvellons** notre engagement et **réitérons** notre volonté de contribuer à la réussite de la CI / RGL ainsi qu'à la consolidation de la paix, de la sécurité et du développement au sein de la Région des Grands Lacs, en particulier ;

- **Exprimons** nos vifs remerciements à la Fondation Mwalimu Nyerere pour son engagement indéfectible en vue de la consolidation de la paix, de la stabilité et du développement dans la Région des Grands Lacs et pour avoir organisé et coordonné cette réunion historique des ONG de la Région ;
- **Adoptons** le présent rapport à l'issue de la réunion des ONG tenue à Arusha comme notre apport à la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs, préparé à l'intention du Sommet des Chefs d'état et de Gouvernements prévu les 19 et 20 novembre 2004, à Dar-es-Salam, en Tanzanie.

Fait et adopté à Arusha, le 24 septembre 2004.